



Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua



NICARAGUA, QUEL AVENIR APRES LA FARCE ELECTORALE ?

Le 7 novembre prochain, se tiendront au Nicaragua des élections générales, dans lesquelles Daniel Ortega prétend se succéder à lui-même pour la quatrième fois. Déjà réélu dans des conditions discutables en 2016, **il se présente cette fois sans concurrence sérieuse** après avoir privé trois formations politiques de leur statut juridique et fait emprisonner sept précandidat.e.s et de nombreuses personnalités politiques, y compris d'ancie.ne.s responsables de la révolution sandiniste, grâce à l'application de lois scélérates votées à la fin de l'année 2020, qui permettent d'invalider n'importe quel opposant gênant, sous les accusations d'être agent de l'étranger, traître à la patrie ou ennemi du peuple !

Il s'agit là d'**une nouvelle étape dans la situation de répression** marquée, depuis plus de trois ans par des assassinats (plus de 300 documentés), des emprisonnements (150 actuellement), des disparitions. On estime à près de 100 000, les personnes ayant dû fuir le pays, parmi eux des militant.e.s, de simples citoyen.ne.s et environ une centaine de journalistes. Les principaux médias (presse, radio, télévision) indépendants ont été réduit au silence (les locaux de plusieurs d'entre eux occupés militairement) et la diffusion d'informations est criminalisée, comme l'attestent les poursuites engagées contre le directeur de la Fundación del Río pour avoir relayé une version qui mettait en cause l'inaction de la police dans la prévention d'un massacre survenu le 23 août dans une communauté autochtone de la côte atlantique et les conclusions hâtives de l'enquête.

Malgré tout, les mouvements sociaux qui avaient pris part à l'insurrection civique du printemps 2018 n'ont pas disparu, même s'ils survivent difficilement et ont besoin pour cela de notre solidarité.

Pour en discuter, le Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua (CSPN) et France Amérique latine (FAL) vous invitent à une

Réunion-débat à la Bourse du travail de Paris

Salle Jean-Jaurès

Jeudi 14 octobre de 19h à 21h

3, rue du Château-d'Eau (Paris 10^e)

Métro : Jacques-Bonsergent ou République

En présence de :

Silvio Prado, sociologue, ancien responsable sandiniste, en exil en Europe

Bernard Duterme, sociologue, directeur du Centre Tricontinental (CETRI)

Un.e représentant.e de l'AMS (Articulation des mouvements sociaux)

Et des représentants du CSPN et de FAL